



Les centres PMS sont des acteurs sociaux incontournables.

De votre point de vue, à partir de vos responsabilités, pourquoi ?

*Intervention de Thierry Jacques
au Colloque du Conseil général de la FCPL,
le 12 septembre 2008*

Permettez-moi de formuler autrement votre question, qui est présentée ici davantage comme une affirmation. Pour tenter de répondre honnêtement à la question, je vais m'interroger comme suit : *à quelle(s) condition(s), de mon point de vue de Président du Mouvement ouvrier Chrétien, et donc avec une vision qui se base sur un projet de société déterminé (et qu'on n'est évidemment pas obligé de partager) les centres PMS peuvent-ils affirmer qu'ils sont des acteurs sociaux incontournables ?*

C'est un fait indéniable que les centres PMS sont des institutions qui remplissent des missions à finalité sociale ; missions qui sont par ailleurs fixées dans des textes légaux qui conditionnent leur reconnaissance et leur financement par les pouvoirs publics. La dimension sociale de l'action des CPMS du libre est également rappelée à de nombreuses reprises dans leur Charte.

Cela ne veut pas dire, pour autant, que ce sont « *automatiquement* » des acteurs sociaux incontournables. Incontournables par rapport à quoi ? Dans la poursuite de quel objectif ? Dans le cadre de quel projet, de quel conflit, de quelle action collective ? Dans la résolution de quelle problématique sociale ? C'est à cela qu'il me paraît intéressant de réfléchir.

Du point de vue du MOC, et parce que notre projet est celui de l'égalité, de la justice sociale et de la solidarité, un des problèmes de notre société les plus essentiels, qui nécessite de façon urgente l'engagement d'un maximum d'acteurs sociaux, c'est la faillite du projet d'école démocratique. On ne peut plus, à ce sujet, se payer de mots et il faut dire les choses comme elles sont : dans l'état actuel du système scolaire, la production d'une élite scolaire minoritaire se paye du sacrifice scolaire et social de près d'un jeune sur trois.

Certains parlent d'hécatombe ou d'apartheid: les mots ne sont pas trop forts quand on sait que près de 30% des élèves quittent les structures de l'enseignement obligatoire sans diplôme utile. Cela représente concrètement plus de 300.000 jeunes. Et ces jeunes, nous pouvons globalement les identifier et le situer : ils proviennent en très grande majorité des classes populaires, ont généralement redoublé une ou plusieurs années, ont très souvent été orientés dans des filières dites qualifiantes et se retrouvent très souvent également dans les mêmes écoles. Il n'y a donc pas eu de réelle démocratisation scolaire. La massification de l'école s'est accompagnée d'une ségrégation intensive des publics, comme si ce compromis libéral était la seule condition de viabilité du système. Du coup, ce sont les jeunes des milieux populaires qui en payent le prix fort, pour qui l'école ne remplit pas, plus ou très peu son rôle d'ascenseur social et sa fonction émancipatrice.

Pour le MOC, la question sociale scolaire, qui est une question grave et urgente, est d'abord un problème de structures et de régulations qui appellent des réponses politiques. Les éléments sont connus : pratique massive du redoublement, absence d'un réel tronc commun, orientation précoce en filières fortement hiérarchisées, processus de relégation, liberté presque totale en matière de choix d'école, cloisonnement et balkanisation extrême du système, faible capacité de régulation des pouvoirs publics,... tous ces facteurs concourent à instaurer une institution scolaire fortement inégalitaire et globalement inefficace.

C'est donc d'une certaine manière toute l'organisation et le pilotage du système scolaire qui demande à être revisités et réaménagés si l'on veut changer fondamentalement les choses. C'est donc prioritairement sur le terrain politique et de l'action collective que le combat pour une école démocratique doit être mené.

Quelles sont les marges de manœuvre des centres PMS dans ce jeu ? Comment peuvent-ils se positionner utilement ?

Je ne doute pas que la grande majorité des agents et responsables de centre sont bien conscients des dérives du système, pour les vivre au jour le jour. Et je ne doute pas non plus que ci et là, des actions soient menées pour corriger aux mieux ces mêmes dérives.

De mon strict point de vue, et sans avoir une vue d'ensemble des actions menées par les CPMS du libre, je me contenterai de poser quelques questions « lourdes » à propos de l'éventuelle identité des centres PMS comme « acteurs sociaux incontournables » :

- Dans quelle mesure la critique du compromis libéral sur lequel fonctionne l'école aujourd'hui est-elle discutée et partagée au sein des CPMS du libre ? C'est évidemment la question prioritaire.

- Les missions officiellement assignées aux CPMS leur permettent-ils d'avoir réellement prise sur les structures et le fonctionnement de l'école ? Quel sens y-a-t-il à remplir une fonction de guidance psycho-médico-sociale dans un système scolaire libéral, avec son quasi-marché et ses concurrences ? Ne se condamne-t-on pas à mettre de l'huile dans les rouages, à se limiter à quelques adaptations à la marge, sans pouvoir toucher au coeur du problème ? Et dès lors à légitimer le système ?
- Comment éviter le danger de psychologiser (voire de « naturaliser », cfr. l'utilisation des tests QI), d'assister, voire de médicaliser des comportements et des parcours de jeunes qui sont plutôt, le plus souvent, le résultat de problématiques sociales ?
- Les centres PMS sont-ils en mesure d'adopter une position institutionnelle leur permettant de réaménager leurs pratiques et leur fonctionnement en fonction des enjeux « sociétaux » de l'école et d'interpeller en toute liberté l'école sur ses modes de fonctionnement ?
- Quelles alliances stratégiques les centres PMS sont-ils prêts à nouer avec d'autres acteurs collectifs pour construire l'école démocratique ?

Toutes ces questions, nous souhaitons vous les renvoyer car nous sommes convaincus de l'importance d'associer les Centres PMS à ce vaste chantier de réforme structurelle de notre enseignement. Nous sommes convaincus qu'ils peuvent apporter une pierre essentielle à l'édifice, et qu'ils sont donc, à ce titre et à ces conditions, des acteurs sociaux incontournables.

Thierry Jacques, Président du MOC

PS: voici quelques extraits de ce que disait le MOC aux agents PMS, il y a exactement 30 ans:

1. Les centres PMS ont une mission d'information (une information critique) servant les intérêts des "consommateurs", les élèves et leurs parents et des "producteurs", les agents PMS.
2. Le Moc attend des PMS un traitement collectif des données (en plus du traitement des cas individuels).
3. En ce qui concerne le fonctionnement interne des centres, on souhaite également une approche plus collective. La répartition hiérarchique des tâches et des rôles peut faire obstacle à l'indispensable approche pluridisciplinaire qui est une des missions essentielles des Centres.
4. Il convient d'inventer un nouveau mode d'intervention dans les conseils de classe (révéler aux enseignants l'impact social (discriminant) des "styles" pédagogiques. Amener les enseignants à évaluer eux-mêmes "socialement" leur enseignement. Quand on a 70% d'échecs, c'est du côté du professeur qu'il y a un problème...
5. Le Mouvement attend des agents PMS une meilleure exploitation des ressources des sciences psychologiques et pédagogiques (dépasser les tests, la psychométrie, ne pas moraliser...)

Ces propositions datent du 08.12.1978: elles nous paraissent être toujours d'actualité.